

Message à toutes les personnes dans le monde qui continuent de se préoccuper du sort des habitants de Fukushima

(mars 2022)



Bois de Shinobu-yama en centre-ville de Fukushima. Les terres contaminées sont stockées sous les bâches vertes avant transfert vers un autre site. Les sacs blancs de terre saine sont utilisés comme écrans pour les terres contaminées. © Shūji AKAGI, 2020.

Jamais, de toute ma vie, une année ne m'avait semblé aussi éprouvante, aussi rigoureuse que celle de 2021, dix ans après l'accident nucléaire dans la centrale de Fukushima Dai-ichi : j'ai eu la sensation constante d'être mordue par le froid glacial d'un trop long hiver. Il est vrai que l'année dernière, j'ai perdu successivement cinq amis très proches. Tous habitaient à Fukushima et avaient la cinquantaine au moment de l'accident. Même s'il est impossible de démontrer l'existence d'un lien quelconque entre cet accident et leur mort, je ne peux m'empêcher de songer à cette éventualité. Et beaucoup de personnes de mon entourage conçoivent les mêmes doutes que moi.

Depuis l'année dernière le gouvernement japonais, le département de Fukushima et les médias ont décidé de changer radicalement de cap : il ne s'agit plus de s'occuper de la réalité dramatique engendrée par l'accident nucléaire qui perdure, mais de prêcher pour la «reconstruction» du département et d'agir uniquement pour sa mise en œuvre. Malgré la propagation du Covid, on nous a imposé de façon incroyablement autoritaire la tenue des J.O. de Tokyo, le J-Village, la base pour les travailleurs de la centrale accidentée, étant même désigné comme point de départ du relais de la flamme olympique. De plus, en avril 2021, le gouvernement a entériné le projet de rejet à la mer des quantités énormes d'eau radioactive accumulées sur le site de la centrale, malgré les nombreuses voix qui se sont élevées au Japon, mais également dans d'autres pays, pour contester cette décision.

Mais le plus grave ce sont les problèmes auxquels les jeunes se trouvent confrontés. Le gouvernement, pour remplacer les nombreux évacués qui refusent de revenir dans leur commune d'origine a octroyé en 2021 un budget de 1,8 milliards de yens (13,9 millions d'euros) pour aider de nouveaux arrivants à s'installer dans les 12 communes décrétées, après l'accident, «zones à évacuer». Concrètement, il s'agit d'accorder une prime de 2 millions de yens (15 500€) à chaque ménage ayant récemment emménagé dans ces communes. D'autre

part, à quatre kilomètres de la centrale accidentée, sur la pelouse du «Centre de mémoire de l'accident», une entreprise locale de tourisme organise diverses activités pour attirer les lycéens, étudiants et jeunes travailleurs: repas, nuits d'observation des étoiles, cours de yoga, etc. Enfin, à un rythme qui s'intensifie, des «réunions-débats» destinées aux jeunes sont organisées par le Ministère de l'Environnement et d'autres organismes, sur les thèmes tels que le rejet de l'eau radioactive à la mer ou la réutilisation des terres contaminées. Ce qui m'apparaît comme une mise en scène pour manipuler les esprits. Quant au «Petit manuel sur la radioactivité», diffusé à partir de 2011, après l'accident, auprès de l'ensemble des écoles primaires et collèges du pays par le Ministère de l'Éducation Nationale, sa dernière version réduit de façon considérable les paragraphes consacrés aux dangers de la radioactivité ou à la question des responsabilités. En revanche, y figurent en annexe quelques pages qui vantent l'innocuité de l'eau contaminée de la centrale Fukushima Dai-ichi.

Le 27 janvier dernier, six jeunes qui avaient entre 6 et 16 ans au moment de l'accident, et qui souffrent depuis d'un cancer de la thyroïde, ont porté plainte contre TEPCO, l'opérateur de Fukushima Dai-ichi. Ils exigent que toute la lumière soit faite sur le lien de causalité entre l'accident nucléaire et le déclenchement de leur cancer. En effet, la Commission d'experts chargée d'évaluer l'enquête sanitaire départementale menée à ce sujet se refuse toujours à reconnaître la moindre relation de cause à effet entre ces deux facteurs. Les jeunes plaignants souhaitent donc que cette causalité, si elle est reconnue à l'issue du procès, débouche sur l'instauration d'un système d'aides pour tous les autres malades du cancer de la thyroïde post-accident, qui vivent les mêmes souffrances qu'eux: cela jetterait sur leur avenir une faible lueur d'espoir. Alors que les conséquences de l'accident sont de plus en plus occultées, et que le discours officiel pousse à la «reconstruction» à tout prix, il a fallu un courage extraordinaire à ces jeunes gens pour tenter un tel procès. Je lance ici un appel à tous les adultes, afin de soutenir ces jeunes par tous les moyens possibles.

En tant que victime de l'accident nucléaire résidant à Fukushima, j'ai été profondément choquée de la proposition de la Commission européenne, au début de cette année, d'inclure l'énergie nucléaire dans la taxonomie verte. Même si le nucléaire civil représente une utilisation soi-disant «pacifique» de l'atome, même si on veut désormais construire de petits réacteurs, la technologie utilisée est la même que celle mise au point pour fabriquer des bombes atomiques. Et à toutes ses étapes, la production d'énergie nucléaire ne peut se faire qu'au prix de l'irradiation des travailleurs et des riverains. Privilégier la conquête de la puissance au détriment des faibles que l'on sacrifie: voilà d'après moi l'état d'esprit qui préside encore aujourd'hui à l'industrie du nucléaire. En outre, les hommes, qui ne maîtrisent pas totalement la sûreté et la sécurité dans ce domaine, sont incapables aussi de trouver une solution au problème du «traitement» des déchets. Enfin, il est clair que les installations nucléaires nuisent grandement à l'environnement. Pour toutes ces raisons, nous nous refusons de considérer cette énergie comme «verte» ou «propre».

D'un autre côté, un nombre croissant de pays ratifie le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le temps est donc venu de dire aussi adieu à la production d'énergie nucléaire.

Malgré les temps si troublés que nous traversons, et toutes les difficultés auxquelles nous serons encore confrontés à l'avenir, continuons d'avancer ensemble pas à pas, soutenus par la solidarité de nos semblables qui poursuivent la lutte aux quatre coins du monde.

Fukushima, mars 2022, Ruiko MUTO,

déléguée de la partie plaignante au procès pénal intenté contre les dirigeants de TEPCO.

(traduction française: yosomono-net France)

<http://yosomononet.blog.fc2.com/> yosomononet@gmail.com

